

CERCLE BELLE-VUE
MARSEILLE

PROJET
D'Unification & d'Organisation

DU
PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS

PAR
LA COMMISSION POLITIQUE DU CERCLE

LARGUIER, *Président* ; AUVERGNE, *Secrétaire* ; CARLIER Vincent
MICHEL-BAUDOIN, PINATEL, PUJES, REYNOIR, VEDEL

Approuvé en Assemblée Générale du 12 Février 1901



MARSEILLE
IMPRIMERIE GÉNÉRALE AUGUSTE ACHARD
Rue Chevalier-Roze, 1, 3 et 5

1901



CERCLE BELLE-VUE
MARSEILLE



PROJET
D'Unification & d'Organisation

DU

PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS

PAR

LA COMMISSION POLITIQUE DU CERCLE

LARGUIER, *Président* ; AUVERGNE, *Secrétaire* ; CARLIER Vincent
MICHEL-BAUDOIN, PINATEL, PUJES, REYNOIR, VEDEL

Approuvé en Assemblée Générale du 12 Février 1901



MARSEILLE
IMPRIMERIE GÉNÉRALE AUGUSTE ACHARD
Rue Chevalier-Roze, 1, 3 et 5

1901

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
PRESS

PROLET

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS



THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL
de l'Assemblée Générale du 12 Février

Après le vote sur l'ensemble du Projet, sur la proposition du citoyen Bord, l'Assemblée générale décide que le discours du Président sera imprimé et ajouté à titre de préface à la brochure du Cercle ;

Que 700 exemplaires seront distribués par les soins du Cercle aux groupes du département et aux principaux centres socialistes de France.

Que cette brochure sera ensuite donnée pour la propagande à un éditeur socialiste, laissant à sa charge le soin de la mettre à la disposition de tous.

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL

de l'Assemblée Générale du 12 Février

Le 12 Février 1904, au Palais de Justice, en la
Salle des Pas Perdus, l'Assemblée Générale
des Actionnaires de la Société des
Mines de la Loire a eu lieu à 10 heures
du matin. Elle a été présidée par M.
Lafont, Président du Conseil d'Administration.
M. Laffont a lu le rapport de M. Laffont,
Président du Conseil d'Administration, et
M. Laffont a lu le rapport de M. Laffont,
Président du Conseil d'Administration.

Après la lecture du rapport de M. Laffont,
Président du Conseil d'Administration, et
de M. Laffont, Président du Conseil d'Administration,
M. Laffont a lu le rapport de M. Laffont,
Président du Conseil d'Administration.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 12 FÉVRIER 1901

DISCOURS DU PRÉSIDENT

Citoyen LARGUIER

CAMARADES,

En ouvrant cette séance qui comptera dans les annales de notre Cercle, par l'importance des résolutions qui vont être prises, j'estime qu'il est de mon devoir de vous dire, non seulement quel est le but de notre réunion, mais encore, quels sont les sentiments auxquels votre Conseil d'Administration et votre Commission politique ont obéi dans cette circonstance. Je suis convaincu, qu'ainsi éclairée, la discussion qui va s'ouvrir y gagnera en précision, en élévation et surtout en utilité.

Dans sa séance du 30 septembre dernier, le Congrès général des organisations socialistes françaises donnait, au parti tout entier, le problème suivant : Chercher les bases de l'Unification et d'une organisation solide du parti.

En fin novembre, trois projets — émanant l'un du Comité général du parti ; un autre, du Conseil national du parti ouvrier ; un troisième, de la Fédération socialiste révolutionnaire de Seine-et-Oise — étaient soumis presque en même temps à l'étude des groupes. Pénétré de l'importance de la question, votre Conseil d'Administration estimait que notre Cercle devait à ses opinions de s'en occuper, qu'il devait à la cause et se devait à lui-même d'en faire l'objet d'une étude sérieuse.

Depuis quarante ans, en effet, que notre Cercle est sur la brèche politique, toujours à l'avant-garde de la démocratie marseillaise, consciente et pratique, aussi éloignée des illusions chimériques que des faiblesses timorées, il a souvent donné

par ses actes la mesure de sa valeur ; mais jamais une occasion aussi propice ne lui avait été offerte pour manifester ses sentiments, dire sa pensée et toute sa pensée en politique, prouver que la situation politique qu'il a su conquérir dans notre ville, il la doit à son dévouement, à son travail, à sa confiance en un avenir toujours meilleur pour l'humanité en général et pour les classes déshéritées en particulier.

Personnellement, je partage avec quelques-uns de nos collègues, l'honneur de faire partie du Cercle, depuis plus de vingt ans — membre à titres divers du Conseil d'Administration, comme eux, j'ai vu passer bien des hommes qui, de simples militants du parti avancé dans notre Cercle, se sont élevés aux plus hautes dignités dans notre pays : j'ai dit députés, sénateurs, ministres, Vice-Président du Sénat ; je dois ajouter à leur louange, qu'ils n'ont point renié leur origine, et que le Cercle Belle-Vue a toujours l'honneur de les compter au nombre de ses membres — depuis huit ans, enfin, j'ai l'honneur d'être votre Président.

C'est vous dire que je connais les sentiments du Cercle et que je puis affirmer avec quelque autorité que si certains de ses enfants, satisfaits dans leur situation nouvelle, se sont arrêtés dans la voie du progrès continu, se sont pour ainsi dire figés dans leurs formules d'antan, le Cercle n'en a pas moins continué sa marche, suivi les progrès de l'esprit démocratique et adopté les formules nouvelles, d'une même idée peut-être, mais donnant un corps plus précis aux espérances de la démocratie et éclairant d'un jour nouveau l'horizon de son avenir. Aussi ai-je été particulièrement heureux de l'unanimité avec laquelle votre Conseil d'Administration décidait que le Cercle Belle-Vue devait faire une étude approfondie de la question soumise au parti et qui, à un si haut point, intéresse son avenir.

Le 27 novembre, le Conseil désignait les camarades : Auvergne, Carlier Vincent, Michel Baudoin, Pinatel, Pujes, Reynoir Vedel et votre serviteur, pris partie dans le Conseil et partie parmi les membres du Cercle, pour former une Commission politique spécialement chargée de cette étude.

Après plusieurs séances, dans lesquelles les membres de la Commission échangeaient leurs vues et jetaient les bases du

projet qui vous est soumis ; une sous-Commission — Auvergne, Carlier Vincent, Pujes — était désignée pour exprimer les idées émises et formuler un projet d'Unification et d'Organisation conforme à ces idées. Le 22 décembre, la Commission entière, de nouveau réunie, dans sa majorité (un ou deux membres empêchés, absents), approuvait à l'unanimité le texte aujourd'hui soumis à votre appréciation.

La fin d'année et le renouvellement du Conseil ont arrêté quelque peu la marche de cette affaire. Mais, le 22 janvier, dans sa première réunion, votre nouveau Conseil décidait que l'Assemblée générale serait convoquée dans le plus bref délai et saisie du travail de la Commission politique ; que, vu l'importance de la question, le projet de la Commission serait imprimé et distribué à chaque membre du Cercle, afin d'en faciliter l'étude et la discussion.

Dans l'intérêt de cette discussion, je tiens en ce moment à appeler votre attention sur ce point, que ce ne sont pas des phrases ni des mots, mais des idées, que votre Commission a voulu vous soumettre dans son travail. Les quelques chiffres qui y figurent ne sont pas en discussion, n'étant que des X quelconques servant à préciser le sens du texte ; les phrases même, employées pour exprimer les idées ne sont que l'accessoire nécessaire pour véhiculer la pensée. C'est donc sur les idées elles-mêmes que la discussion doit se produire, et c'est sur ce terrain que chacun de nous doit s'efforcer de la maintenir.

Convient-il, dans l'intérêt du parti, de formuler nettement les principes socialistes et les classer, par ordre de mérite ou d'importance, pour donner une plus grande force de pénétration à l'idée ; l'Unité du parti doit-elle reposer sur tous les principes indifféremment, ou, sera-t-elle plus solidement assise sur les seuls principes fondamentaux ; l'initiative privée et la liberté individuelle sont-ils des biens précieux qu'il convient de n'aliéner que dans les limites strictement nécessaires pour atteindre un résultat supérieur ? Telles sont les premières questions à examiner.

L'esprit qui a présidé à la formulation des principes, doit aussi nous préoccuper ; nous ne saurions y apporter trop de soins : c'est la pierre angulaire de l'édifice. La délimitation

des pouvoirs confiés à chacun des organismes de notre parti, pour les mettre à même de remplir leur fonction et, en même temps, éviter les excès d'autorité, toujours nuisibles, a aussi une grande importance : c'est la base première d'une bonne organisation.

Si l'accord se fait entre tous les socialistes sur ces points principaux — et, nous n'en pouvons douter, — quels que soient ensuite les formes et les détails de l'organisation adoptée, fortement unis par les sentiments, poursuivant un même but clairement indiqué, nous trouverons toujours le moyen de nous mettre d'accord quant à l'action nécessaire. Et le parti socialiste, débarrassé des questions de personnes, à l'abri des rivalités d'école, uni et fort, pourra regarder ses adversaires en face et l'avenir avec confiance.

Je connais trop votre dévouement au Cercle, camarades, pour douter du résultat de notre réunion. Les sentiments exprimés par votre Commission sont ceux de l'immense majorité du Cercle et, dans la circonstance, chacun de nous sera heureux de prouver qu'à Belle-Vue on sait joindre l'utile à l'agréable ; allier le plaisir et l'étude ; que l'on n'y recule ni devant un effort ni devant une dépense utiles à la cause et, qu'autant que n'importe où, on y comprend et surtout on y a à cœur les idées nouvelles de justice, de droit, de progrès que préconise le socialisme.

RAPPORT

DE LA

COMMISSION POLITIQUE

CITOYENS,

La question qui agite en ce moment le parti Socialiste n'est pas une simple question d'entente ou de règlement intérieur, c'est une question plus haute de constitution, de fondation en quelque sorte officielle du parti, par le parti lui-même.

Le Socialisme est arrivé à ce moment de l'existence, où la pensée se précise, les qualités physiques se fixent, les facultés génératrices ou productives s'éveillent; en un mot, où la personnalité s'affirme, et la conscience de son moi, éveille en lui le sentiment de sa propre responsabilité.

Le prochain Congrès dira au monde ce qu'est le Parti Socialiste français, s'il est encore un enfant ou s'il est déjà un homme, s'il est vigoureux, généreux, capable de s'élever à la hauteur de l'idée et de s'affirmer fièrement à la hauteur de sa tâche; ou si malingre, hargneux et impuissant, il doit rester encore à se débattre dans la discussion stérile des mots et la rivalité des personnes.

En France et d'une manière générale dans le monde entier, le Parti Socialiste en est encore à cette période d'incertitude et de confusion qu'en langage militaire on appelle la période de recrutement. Non seulement ses forces physiques où la puissance numérique de ses adhérents, mais les forces morales qui constituent son essence n'ont

pas encore reçu de classement. Son développement a été si rapide et si brusque, les théories et les individualités se sont présentées si nombreuses et si pressées qu'il n'a pu encore les classer et les utiliser suivant leur valeur respective. On peut dire que le Parti Socialiste sort à peine de cette période de la vie — dénommée Enfance pour l'homme — où toutes les pensées, tous les actes ne sont qu'un incessant appel aux forces ambiantes, une appropriation constante de matériaux pour la construction du nouvel édifice, où, en un mot, toutes les facultés de l'être convergent vers ce but suprême : sa formation.

Il appartient au prochain Congrès Général du Parti Socialiste français de marquer par ses décisions la fin de cette période, de prouver par ses actes que notre Parti a franchi cette première étape de la vie, et, qu'en pleine possession de ses facultés intellectuelles comme de ses facultés physiques, il marche avec sérénité et le calme d'une force inébranlable vers l'accomplissement de ses destinées. C'est l'œuvre d'unité et d'organisation dans l'unité, à laquelle le vote du dernier Congrès conviait le parti.

Le Cercle Belle-View, fraction du parti, appelé comme tous les autres groupements socialistes à fournir son appoint, à donner sa pensée, à exprimer son sentiment et sa volonté, devait au Parti tout entier, se devait à lui-même d'aborder la question avec confiance et la traiter avec toute l'ampleur qu'elle comporte. C'est ainsi que l'a compris votre Commission, certaine de refléter en cela le sentiment du Cercle tout entier.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

DE L'UNITÉ DU PARTI

La pensée dominante dans la décision du dernier Congrès général se révèle dès ces premiers mots de sa résolution « L'Unité définitive et entière du parti socialiste doit être réalisée dans le plus bref délai. »

Qu'est-ce que l'Unité, que devons-nous comprendre par Unité définitive et entière, sur quelles bases peut-elle reposer, comment peut-elle être réalisée ? Autant de points à éclairer ; car il faut savoir bien ce que l'on veut, avant de se mettre à l'œuvre pour faire une chose.

L'Unité existe déjà. Nous n'avons donc pas à la faire, à la réaliser — suivant l'expression choisie par nos représentants au dernier Congrès, — mais simplement à l'expliquer, la rendre évidente et consciente d'elle-même en la définissant. Elle existe réelle et forte ; mais encore imprécise et mal définie. La formule même — expression de la pensée socialiste — qui expose les principes servant de base à l'Unité, en est une preuve. (1) Les principes essentiels et partant immuables y sont confondus avec les principes d'action secondaires et transitoires, le but à atteindre et les moyens d'action y sont exposés sans ordre aucun de mérite, d'importance, de caractère ;

(1) Entente et action internationales des travailleurs ; organisation politique et économique du prolétariat en parti de classe pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire la transformation de la Société capitaliste en une Société collectiviste ou communiste.

de sorte que, au lieu d'une synthèse, cette formule ne présente qu'un amalgame et provoque la confusion dans les esprits. Cet exposé n'est évidemment que l'expression d'une pensée, forte, oui, mais encore confuse, et a besoin d'être remanié.

On est ici tenté de se dire : n'y touchons pas, c'est un terrain dangereux, et notre Unité trop fragile risquerait d'y sombrer. Erreur ! notre Unité qui paraît douteuse et chancelante dans les brumes de l'imprécision, apparaîtra inébranlable à la pleine lumière de la vérité et de la précision. Souvenons-nous de ce sublime élan de foi socialiste qui clôturait les travaux du dernier Congrès, de cette puissance de conviction et de sentiment qui ressoudait les volontés et les cœurs, au moment précis où les passions humaines déchaînées semblaient avoir irrémédiablement séparé les uns, éparpillé les autres, et qui aboutissait à ce vote admirable de sens exact de la situation et des besoins du parti. Le seul espoir de vaincre les hésitations, de dissiper les malentendus en disant nettement sa pensée, la sentant si belle et si pure qu'un désaccord serait ensuite impossible et que l'Unité apparaîtrait triomphante, a produit ce miracle ; et nous craindrions la réalité ? Non ! L'idée qui s'affirme avec une telle force n'a pas besoin de subterfuges ni d'équivoque pour vivre ; c'est de la lumière, c'est de la clarté qu'il lui faut, nous devons la lui donner. C'est l'œuvre principale à accomplir.

Cette œuvre était réclamée depuis quelque temps. Déjà, en 1896, au banquet des Maires socialistes, le citoyen Millerand, député, disait : « Au point de développement où en est arrivé le parti socialiste, j'estime qu'il est de son intérêt comme de son devoir de délimiter ses frontières avec le plus de précision possible. Où va le parti socialiste, par quelles voies

se propose-t-il d'atteindre son but ? ». — En 1899, M. Laterrade, sénateur radical-socialiste, écrivait dans une brochure : « Que les socialistes se mettent d'accord pour définir leur doctrine avec netteté et précision, ce sera un grand pas de fait vers cette Unité et cette logique qui me préoccupent autant que qui que ce soit ». — Et ce besoin, si bien exprimé par quelques-uns, de dire ce que nous voulons d'abord, comment nous le voulons ensuite, nous le ressentions tous. Le dernier Congrès l'a déclaré, impérieux, urgent.

Il serait puéril de croire que l'unité du parti peut résulter d'un règlement intérieur, d'une organisation si rigide, si savante soit-elle. L'organisation ne peut être que le fait résultant d'une communion de sentiments et d'une harmonie des volontés à la poursuite d'un même but. Là sont les véritables éléments de l'Unité. On pourrait même dire, que l'organisation n'a pour but que de suppléer par l'action obligatoire au défaut d'Unité, ou d'action libre raisonnée ; qu'une Unité consciente et forte dans la doctrine se suffirait à elle-même, par la seule force morale, sans organisation. Mais, ce n'est point notre cas aujourd'hui ; l'organisation est encore nécessaire : elle sera d'autant plus facile à réaliser que l'Unité elle-même sera plus forte, plus consciente, plus réelle. Réglons donc l'Unité dans la doctrine, l'organisation viendra ensuite.

Le socialisme, tel que nous le comprenons, destiné à embrasser l'Humanité entière, doit être Un, invariable comme idéal, comme théorie, comme religion de l'homme.

Mais dans l'action, il doit être aussi variable que

l'Humanité, elle-même Une dans son ensemble est variable dans ses unités. Il doit s'adapter aux conditions vitales dans chaque pays, au tempérament et aux aptitudes de chaque individu dans un même pays, au moment précis de l'époque qui court dans la période des temps ; en un mot, s'adapter aux conditions successives et diverses de milieu et de circonstances dans lesquelles s'agite l'espèce humaine.

C'est l'idée planant au-dessus des misères humaines pour les adoucir ; c'est (abandonnant la spéculation theïste et dans le domaine des réalités, pour les partisans quand même du dualisme), le triomphe de l'esprit sur la matière.

Dans la Nature, l'infinie variété des espèces et la diversité des êtres d'une même espèce, font son véritable charme, et constituent l'affirmation vitale de l'universalité : car, l'uniformité serait la mort et n'existe que dans l'anéantissement des êtres. Dans la Société, l'infinie variété des applications de l'idée socialiste et la diversité de ses moyens d'action, doivent affirmer la puissance de l'idée, l'énergie vitale du parti. Même pensée, même parole et même action, serait la mort de l'individualité qui, Elle, est le but suprême de l'association. S'il était possible, un tel état de choses serait l'antipode du socialisme qui, Lui, veut avec le bien-être, l'émancipation de l'individu.

L'expression Unité du parti n'implique donc pas similitude de pensée de parole et d'action, mais indique que tous ses adhérents poursuivent un même but, qu'un même sentiment anime tous les cœurs, qu'un même désir, une même pensée inspire tous les efforts, quelques divers que soient les actes.

L'idée socialiste qui ébranle le vieux monde par la seule aperception de la possibilité d'une bienfaisante

rénovation sociale, repose sur des principes supérieurs qui, changeant pour nous ses promesses en certitude parce qu'ils remettent le contrat social sur ses bases naturelles, forment notre conviction et rendent notre foi inébranlable. Ces principes sont la base tangible de notre Unité. Il est de notre devoir, c'est l'intérêt et le devoir de notre parti, de les exposer ; non plus d'une manière confuse, et dilués dans un océan de raisonnements et de démonstrations, mais clairement, succinctement, fermement, comme une vérité scientifique, comme une profession de foi de la religion nouvelle qui régit nos pensées et inspire nos actes. Ce sera l'œuvre magistrale du futur Congrès, celle qui aura une influence considérable sur l'avenir du parti, sur les événements futurs, et peut avoir une répercussion dans le monde socialiste tout entier.

C'est parce que les données premières du problème n'ont pas été fournies avec assez de précision, n'ont pas été classées avec assez d'autorité, que les diverses forces du parti n'ont pas su prendre leur rang respectif de combat, et que la confusion règne dans la grande armée socialiste. Ce n'est plus comme à Saint-Mandé ou ailleurs, la voix — quelque autorisée qu'elle soit — de l'un des défenseurs les plus éminents de l'idée socialiste ; c'est le parti tout entier, devenu majeur, qui dans le prochain congrès proclamera la pensée socialiste. En exposant la conception et le but du socialisme, en formulant ses principes et distinguant les principes supérieurs et intangibles des moyens d'action variables et provisoires, le prochain Congrès fondera la véritable Unité, libre, logique et naturelle du parti, et le parti français aura bien mérité du parti socialiste universel. C'est dans ce but que nous apportons ici notre tribut d'efforts.

Conception et But du Socialisme

Vivre, vivre bien, vivre toujours mieux : telle est la devise de l'homme, sa préoccupation dominante et constante, l'idée maîtresse qui, suivant la belle expression d'un auteur socialiste, court à travers les siècles. Cette idée est gravée dans le cœur de l'homme, écrite en caractères impérissables dans les faits. Famille, tribu, patrie, humanitarisme, etc., sont les formules diverses, les formes tangibles que prend l'idée dans l'association pour arriver à une réalisation compatible avec l'esprit des temps et les progrès de la matière. Formes variables, réalités toujours perfectibles, il est vrai, mais émanations progressives d'une même loi de Nature, et ne cessant d'en être l'affirmation qu'en cessant d'être la fidèle expression de leur époque. Famille, tribu, patrie, sont les expressions successives des temps passés, l'Humanitarisme qui se lève, embrassant l'ensemble des peuples, des classes et des races, est l'expression de l'époque la plus prochaine.

L'homme veut vivre, s'épanouir, telle est la vérité éternelle, base du socialisme.

C'est le droit à l'existence intégrale que la nature a donné à l'homme en le créant, et que le Socialisme veut assuré et garanti à chacun dans l'Association.

Dans les circonstances difficiles où l'homme déroulait son existence précaire, aux temps primitifs, ce droit de l'homme a dû s'exercer trop souvent au détriment du même droit chez son semblable. La solidarité humaine naquit de l'amélioration des conditions de la vie. Aujourd'hui, les progrès de la science ont révolutionné les conditions économiques, les progrès économiques ont révolutionné les conditions politiques et la solidarité humaine la plus large, la

plus étendue, nous apparaît comme le progrès moral nécessaire, le complément indispensable, inévitable, de tous les progrès accomplis dans la Société.

Le Socialisme est l'expression manifeste de ce progrès moral. Condamnant l'organisation sociale actuelle, dont le fond égoïste ne peut aboutir qu'à ce résultat inique si souvent dénoncé : — « Minimum d'efforts avec maximum de jouissances, d'une part ; maximum d'efforts avec minimum de satisfactions, de l'autre. » — Il réclame égale satisfaction pour tous les membres de l'Association. Non point cette égalité métrique, insuffisante pour les uns, excessive pour les autres, qui ne serait qu'une absurdité, un déni de justice, une violation du droit lui-même ; mais une égalité réelle de droits, de concours et d'assistance mutuelle, qui se mesure à ce résultat, suprême lien de l'Association, *la satisfaction des intéressés*, et s'énonce, suivant l'expression de Karl Marx : *Libre développement pour tous*.

Dans le discours prononcé à St-Mandé, le citoyen Millerand disait : « Est-ce que l'idée socialiste ne se résume pas tout entière dans la volonté énergique d'assurer à chaque être, au sein de la Société, le développement intégral de sa personnalité. » Que cette pensée si claire et si juste soit exprimée nettement et inscrite sur le frontispice de l'édifice socialiste. L'accord est unanime entre les socialistes, quand au but poursuivi ; il n'en est pas un qui ne veuille sincèrement et résolument le triomphe de l'idée dans sa conception la plus élevée, la plus généreuse et la plus pure, que l'on pourrait exprimer : *Le bien-être et la perfection, indéfinis, de tous les êtres humains indistinctement, par le travail et la solidarité*.

Et bien, disons-le, énonçons ce point fondamental de notre doctrine, et qu'il reste la pierre de touche, pour ainsi dire, de tous nos actes, de toutes nos décisions.

Principes Supérieurs

De la mêlée générale des idées se dégagent peu à peu les principes supérieurs du Socialisme ; ils s'affirment chaque jour avec plus de précision et de clarté, ils signalent les directions de la pensée socialiste en indiquant les différents buts, économique, moral, politique, social, philosophique, que l'action socialiste se propose d'atteindre ; ils dénoncent la conception synthétique de l'idée socialiste et lui donnent une forme tangible, pratique et plus facilement saisissable. Nous n'avons qu'à les enregistrer.

Les idées de solidarité et de paix, précieux levain d'altruisme que nous a légué le socialisme sentimental de la première heure, sont un élément précieux de la synthèse socialiste ; nous ne saurions nous en priver sans manquer de sincérité, en même temps que de justice envers nous-même. En vain notre époque, devenue cruellement positive sous l'action déprimante de l'égoïsme bourgeois, voudrait-elle éliminer cet élément des facteurs sociologiques, la nature s'y oppose, la conscience humaine proteste et les masses populaires le réclament ; la force-sentiment sera toujours un puissant levier dans les sociétés humaines, le Socialisme ne saurait s'en priver sans s'amoinrir, sans laisser sa conception incomplète.

Cette base morale de sa conception pourrait être énoncée : *Substitution du principe de solidarité ou entente pour l'existence, au principe de concurrence ou lutte dans l'existence ; en d'autres termes, solidarité et paix au lieu de égoïsme et guerre.*

Poursuivant la solution du problème social par d'autres voies, après avoir étudié la société et son évolution historique, après avoir recherché les causes

d'imperfection de l'organisation sociale actuelle et les tendances de sa transformation prochaine, le Socialisme matérialiste contemporain a fourni une conception sociale, ou plutôt, a donné une formule économique, *le collectivisme*, qui est la solution la plus pratique et la plus équitable du problème économique. De même que l'existence matérielle est la base première de l'existence intégrale de l'homme, la solution économique est la base première de l'application intégrale du système socialiste. Les prolétaires du monde entier se la sont appropriée et l'ont inscrite en tête de leur programme.

Cette base économique de la conception socialiste pourrait être énoncée : *Socialisation des moyens de production et d'échange, ou communauté de toute la propriété impersonnelle.*

On ne peut se prononcer aussi catégoriquement pour l'énonciation du principe politique le plus conforme à l'idée socialiste. Cependant une tendance bien marquée se manifeste en faveur du *système fédéral en régime républicain* ; ce qui nous permettrait de croire qu'en défendant le régime républicain on défend déjà l'idée socialiste. Toutefois il conviendrait peut-être de laisser à cette tendance le temps de se fortifier et s'affirmer plus nettement.

Ajoutant alors cette conception aux idées politiques déjà acquises au Socialisme, nous serions tentés de l'énoncer : *Abolition des classes, ou égalité complète de tous les membres de l'Association dans la société ; abolition des frontières nationales avec organisation fédérale et administration républicaine.*

Pour le principe philosophique, ainsi que l'a si bien dit Victor Cousin : « La philosophie d'un siècle sort de tous les éléments dont ce siècle se compose. » Les éléments de l'époque socialiste étant

encore en formation, nous pouvons entrevoir ce que sera la philosophie de cette époque, mais non la préciser. Brisant avec le mensonge et la superstition, répudiant le surnaturel, la philosophie socialiste sera faite de savoir, de lumière et de fierté consciente de l'homme. Bornons-nous à saluer l'aurore de la liberté dans la pensée, de la vérité dans la science et de la fraternité dans les cœurs.

Enfin, sous la dénomination de principe social, il serait bon de signaler au parti quelles sont les institutions qui, par leur importance, sont en quelque sorte les axes de l'organisation sociale ; autour desquelles se meuvent toutes les institutions secondaires et qui, pour cette raison, méritent d'attirer son attention et ses efforts plus particuliers. Ce serait faire encore un pas dans le domaine de la pratique, affirmer notre droit, prendre officiellement position, même dans les questions, mélange d'intérêts économiques, de morale et de politique, pour lesquelles la solution n'est encore qu'entrevue.

Non seulement un principe supérieur ne comporte pas l'exposé des moyens d'action, mais il n'est pas tenu de donner la solution formelle des questions qu'il soulève. Il peut se borner à signaler un fait, indiquer les directions de la pensée et poser à principe la nécessité d'un changement. On a dit assez souvent, je pense, que le socialisme ne veut rien imposer, rien prophétiser même ; qu'il se borne à observer, constater et, comme nous le disions plus haut, enregistrer les faits pour suivre et seconder les événements.

Or, qui pourrait nier que la propriété individuelle a fait son temps, ne répond plus aux exigences des progrès de la production et de l'échange, ni aux conceptions nouvelles de justice et de droit ; qu'elle

disparaît journallement devant la propriété collective ; que l'institution propriétaire, en un mot, subit de ces faits, une transformation qui est une véritable révolution.

Qui pourrait nier que les dieux s'en vont ; que, reculant sans cesse devant les investigations de la science et les progrès de l'esprit humain, ils n'ont plus d'autre refuge que le néant, d'où la fourberie au service de l'esprit de domination les avait tirés. C'est encore une révolution qui, de l'imposture, nous ramène au culte du beau, du bien, du vrai et du juste perceptibles et profitables.

Qui pourrait nier que les Patries sont devenues trop étroites et que les idées, les produits et les hommes, les souverains eux-mêmes, incarnation de l'idée de patrie, franchissent à plaisir les frontières et se tendent la main par-dessus les barrières nationales, qui n'arrêtent plus que leur autorité décadente. Ce n'est même plus une révolution, c'est le développement simple et naturel d'un fait, nous rapprochant toujours plus de la conception qu'en avaient, Cicéron disant il y a déjà 2000 ans : « La patrie est partout où l'on est bien » et Marc Aurèle : « Comme Antonin ma patrie est Rome, comme homme ma patrie est le monde.

Qui pourrait nier que la famille se désagrège tous les jours au point de vue affection et sentiment, se meurt littéralement sous les étreintes brutales du minotaure capitaliste, broyeur des corps, des consciences et des cœurs ; et, que son salut réside dans le retour aux pratiques de l'amour selon les lois de la nature, violentées dans le régime contractuel. Evolution ou révolution ; c'est là un fait.

Ce sont des faits que le socialisme a le devoir de signaler sous une forme ou sous une autre ; mais,

quelle qu'elle soit, exprimant la nécessité évidente et la volonté bien arrêtée du parti de modifier, transformer, refondre les quatre institutions principales de la Société : la Propriété, la Religion, la Patrie, la Famille, pour les adapter aux conditions nouvelles de l'existence et de l'esprit humain. Nous appelons l'attention des camarades sur cette proposition ; mais nous ne nous permettrons point de l'inscrire dans notre projet d'unification, laissant au prochain Congrès le soin de décider sur cette idée.

Et après avoir proclamé les principes supérieurs du socialisme, après les avoir déclarés intangibles au moins dans leur esprit, le prochain Congrès pourrait décider que nul ne peut être considéré comme membre du parti, s'il ne les accepte intégralement, s'il n'accepte de les propager, de les défendre et de se consacrer à leur triomphe.

Moyens d'Action

Quoique pouvant être élevés à la hauteur d'un principe, les moyens d'action diffèrent des principes supérieurs, par leur caractère provisoire et aussi par ce que leur adoption reste facultative.

Dépendants du milieu et des circonstances dans lesquelles l'action doit se produire, puisés dans l'arsenal d'une organisation qui nous est imposée et en opposition avec l'état de choses et l'organisation auxquels nous prétendons, nos moyens d'action se ressentent de leur origine : ils peuvent être, ils sont même presque tous en opposition avec l'esprit qui inspire les principes supérieurs. Mais, moyens de combat, ils n'ont de raison d'être que le combat lui-même et doivent disparaître au moment du triomphe définitif de l'idée, peut-être même avant, et pour faire place à d'autres moyens plus efficaces ou plus opportuns, dont le parti tout entier et dans son ensemble est seul juge.

Principe Général. — Parmi eux, il en est un immatériel, insaisissable, d'ordre métaphysique presque, cependant bien réel, historiquement démontré, d'une valeur indiscutable, et qui synthétise l'ensemble des actions ayant un même but, émanant d'une même pensée, et leur donne un caractère particulier. C'est la *lutte de classe*. Une classe ne se définit point, ne se délimite pas, en ce que, les unités frontières des classes se confondent ; mais les classes subsistent avec leurs aspirations différentes, leurs intérêts opposés, leurs caractères distincts, et, la lutte entre elles n'en est pas moins sensible, évidente, indéniable. C'est à donner à l'individu, conscience de la classe à laquelle il appartient ou à

adhéré ; c'est à donner un caractère particulier à toutes ses actions, que tend le principe de la lutte de classe. C'est un drapeau qui, dans la mêlée nous rappelle au devoir, à la notion saine de la lutte ; et pour n'être pas une arme, il n'en reste pas moins un puissant facteur de la victoire.

L'idée socialiste dont les racines plongent dans toutes les misères, dans toutes les injustices et toutes les erreurs de tous les temps et de toutes les sociétés, devait trouver dans la souffrance humaine qui en résulte et sature les couches profondes de notre Société, l'élément par excellence propre à son développement. Les déshérités furent ses premiers adeptes, les exploités de toutes sortes firent entendre les premiers vagissements du parti nouveau-né, les cœurs les plus généreux balbutièrent ses premières théories, les groupements ouvriers fournirent ses premiers défenseurs. Le travail ! Voilà l'éternel crucifié, le véritable rédempteur de l'Humanité. C'est dans le monde du travail que doit se recruter l'armée socialiste. *Travaille, c'est ton devoir ; exige le fruit de ton travail, c'est ton droit.* Il ne peut y avoir de vrai socialiste en dehors de cette maxime, ni de parti socialiste en dehors du monde du travail : c'est le parti des travailleurs.

L'œuvre magistrale qui a révélé la lutte des classes comme un fait historique de premier ordre et un facteur important de l'organisation sociale, a donné au parti socialiste le secret de sa force et de sa cohésion, la base positive, matérielle de son organisation ; mais, elle a aussi précisé nettement le but de cette organisation. L'abolition des classes est le but à atteindre, une sorte de principe qui se traduira en fait par l'incorporation de tous les êtres humains jusqu'au dernier dans la classe des travail-

leurs ; mais, la lutte de classe est le fait dominant dans l'actualité, le principe d'action, supérieur, invariable, caractéristique, dans lequel se confondent tous les moyens d'action secondaires et provisoires.

Il convient d'en proclamer la souveraineté et son inflexibilité, jusqu'au triomphe définitif de l'idée, jusqu'à la disparition des classes.

Moyens Secondaires. — Nous avons déjà reconnu que le socialisme UN et invariable comme idéal, comme théorie, comme religion de l'homme, doit être aussi divers et variable que l'Humanité elle-même, et prouver par la diversité de son action et la souplesse de son ressort, la puissance de ses ressources. Mais, nous devons éviter avec soin qu'une ardeur excessive fasse se heurter entre eux les partisans des divers moyens d'action concourant au même but, et, menace par là même, avec l'unité du parti, la réalisation de l'idée.

Chaque moyen d'action spécial a une tactique spéciale et répond à une manifestation particulière de la vie sociale. Comme les multiples manifestations constituent la vie sociale tout entière, les multiples moyens d'action et leurs tactiques respectives constituent la lutte tout entière. Dès lors, pourquoi les diverses catégories, ou fractions du parti, constituées pour l'emploi d'un moyen préféré, s'exclueraient-elles et surtout s'entraveraient-elles mutuellement.

La division du travail, reconnue avantageuse, est ici applicable, car la lutte aussi est un travail. Chaque catégorie, se cantonnant dans l'action spéciale qu'elle a choisi, est par là même impuissante à saisir l'ensemble du mouvement, et peut à certains moments entraver l'action générale ; il appartient donc à l'ensemble du parti de régler leur action,

surtout dans ses points de contact avec les catégories voisines.

Nous souhaitons que dans l'œuvre d'organisation du parti, le prochain Congrès reconnaisse la liberté pleine et entière pour chacun d'opter à sa convenance pour tel, ou tels moyens d'action ; qu'il favorise les diverses tendances qui se manifestent ; qu'il accepte au même titre et comme frères d'armes toutes les catégories organisées en vue d'une action particulière, et, vu leurs imperfections respectives, qu'il réserve à l'ensemble du parti ou à un organisme central le soin de surveiller leurs mouvements, faciliter leur action, et, dans l'intérêt général prévenir leurs écarts possibles.

Il est à prévoir que les aptitudes et les tempéraments de même nature se réunissant par affinités, les bonnes volontés se rencontreront et se prêteront mutuellement un concours efficace ; que les facultés particulières, s'exerçant librement sur le terrain de leur choix, s'y développeront et pourront fournir, en même temps qu'un travail d'étude précieuse, une action d'ensemble remarquable par sa précision, formidable par son étendue et sa diversité même, dans l'Unité. Et, comme l'Humanité une dans son ensemble et variable dans ses unités embrasse le monde entier, le Socialisme un dans sa conception et variable dans ses applications embrassera l'Humanité entière.

DE L'ORGANISATION DU PARTI

La question de l'organisation du parti relève bien plus de la pratique et de la politique que de la théorie et du sentiment. Cependant, tout en sacrifiant aux nécessités de la lutte quotidienne, tout en subissant les exigences de la tactique, il convient de faire la part de l'équité et de la raison.

Le parti socialiste s'est constitué et a atteint son degré de développement actuel, grâce à la puissance de l'idée et au dévouement de ses premiers apôtres, avec pour toute institution les rudiments d'organisation dits « grandes organisations » ; quelque chose comme le clairon sonnait le ralliement pour préparer l'action. Aujourd'hui c'est l'action générale qu'il s'agit d'engager, et le besoin d'une organisation plus souple et plus forte se fait sentir, est devenu nécessaire pour encadrer les troupes nouvelles, pour soutenir la lutte avec une égale énergie sur tout le front de la bataille. Demain, ce sera la victoire qui, créant au parti une situation nouvelle, lui imposera une organisation nouvelle. Tout esprit que n'aveugle pas un amour immodéré de sa propre œuvre, se rend à l'évidente nécessité de cette perpétuelle transformation que le progrès impose, et y apporte loyalement le tribut de son effort de pensée.

Dans le pêle-mêle de la première heure, que nous avons déjà qualifié de période de recrutement, les nombreux adhérents de l'idée socialiste ont suivi les sergents recruteurs qui, levant devant eux l'étendard socialiste, sonnaient l'heure de l'émancipation humaine et incarnaient à leurs yeux l'idée elle-même. Honneur à ces vaillants, *tous* ; leurs noms appartiennent à

l'histoire. Mais le parti attend d'eux aujourd'hui l'organisation des forces diverses et éparses qu'ils ont recruté ; il attend de leur abnégation et de leur dévouement qu'ils rentrent dans les rangs de la grande armée socialiste, dans laquelle leur talent, leur expérience, leur sagesse trouveront une occupation digne de leur passé et d'eux-mêmes. Un refus, de leur part, serait une désertion, une trahison, équivaudrait pour eux à un suicide.

Alliance Communiste, Fédération des Socialistes Indépendants, Socialistes Révolutionnaires Indépendants, Fédération des Travailleurs Socialistes, Parti Ouvrier Français, Parti Socialiste Révolutionnaire, Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire, etc., etc. Que signifient ces diverses dénominations, à quelle conception particulière répondent elles, quel est le critérium qui les distingue ? Cherchons. fouillons, nous y trouverons surtout comme raisons d'être, comme motifs de séparation entre elles, des noms d'hommes. C'est un danger, c'est anti-socialiste ; le Socialisme est une idée et non un homme, que chacun de nous s'incline : respect aux hommes, mais place à l'idée.

Que sont ces différents corps d'armée, recrutés au hasard du jour, au petit bonheur de la propagande ? Tous sincères, tous dévoués, nous le reconnaissons ; mais dans chacun d'eux, quelle agglomération de caractères, de tempéraments, d'aptitudes diverses, quels coudoiements impropres à assurer l'activité et le développement des facultés particulières, quelle perte d'énergie. Conçoit-on une armée marchant à l'ennemi pêle-mêle, les soldats de toutes armes confondus au caprice du hasard, au petit bonheur de la rencontre, fantassins, cavaliers, génie, artilleurs, infirmiers, subsistances, mélangés, confondus, sans

cohésion et sans ordre ? Ce serait une folie de marcher à la bataille dans ces conditions. Commettrons-nous cette folie ? Nous refuserons-nous à former des corps divers, homogènes et solides, répondant aux aptitudes diverses, ayant leur caractère et leur action particulières ? Ceux mêmes, s'il en existe un seul, qui ne voient dans le parti et l'idée socialiste qu'un tremplin pour leur ambition personnelle, n'oseraient soutenir cette thèse.

Or, soutenir que les organisations actuelles possèdent les conditions de cohésion requises pour marcher à la lutte ne serait qu'une manière détournée d'affirmer que l'incohérence doit régner dans l'armée socialiste. Les organisations actuelles ont fait leur temps, ont rempli leur mission ; comme l'enfant quitte le sein de sa nourrice pour demander à une alimentation plus solide le surcroît de forces qui lui est nécessaire pour soutenir la lutte de l'existence, le parti socialiste doit demander à une organisation plus robuste le surcroît d'énergie qui lui est nécessaire pour marcher à la victoire.

Voilà pourquoi les « dites grandes organisations » actuelles, qui mettent en présence les aptitudes et les tempéraments les plus divers, les éléments les plus disparates, sans aucune préparation à cet assemblage, sans affinité entre eux, sans autre agent de fusion qu'une sorte de chaleur sentimentale se dégageant d'une idée vague encore de rénovation sociale, sont impuissantes pour diriger le mouvement socialiste.

Exiger qu'un intellectuel, un raffiné, un sensitif dans la vie, quelque déshérité, dépossédé ou révolté de la raison, qu'il soit, et, d'autre part, un inculte, un simple, ou un révolté du ventre, se coudoient journellement, vivent d'une vie intime dans un même groupement, s'y pénètrent mutuellement, y discutent

leurs idées, s'y concertent pour une action commune, sans autre trait d'union qu'une aspiration matériellement imprécise, et sous peine de voir leur bonne volonté repoussée, d'être exclus du parti, n'est qu'une erreur qui a pour résultat de priver le parti du concours de l'un ou de l'autre et de retarder le triomphe de l'idée. La fusion doit s'opérer, mais non contre nature ; elle s'opèrera certainement, mais insensiblement, par degrés, sans efforts et à mesure que les résultats acquis développant la chaleur socialiste, celle-ci épurera les esprits, régènera les êtres, en un mot vaporisera les incompatibilités.

Le système d'organisation par Fédérations départementales est aussi imparfait que celui des « grandes organisations » actuelles. Les raisons qui valent contre les grandes organisations restent entières contre les Fédérations. Il y a la même incompatibilité entre leurs éléments, il y a en plus hétérogénéité entre elles, de sorte que la force du parti plus disséminée, divisée en quatre-vingt six fractions, sera moindre et dans ses unités et dans son ensemble, si un pouvoir central fortement organisé n'interpose sa force brutale comme lien : et, lien purement politique.

La France est divisée en quatre-vingt six départements, mais on cherche en vain la base naturelle de ce fractionnement. Ni les mœurs, ni le langage, ni les croyances, ni les intérêts économiques, ni les raisons géographiques n'ont présidé à cette division ; seule, une préoccupation de centralisation administrative excessive, tendant à briser toute initiative particulière en faveur de l'unité politique, l'a inspirée. C'est un bien maigre titre de recommandation auprès d'un esprit socialiste, épris de liberté individuelle, de justice et de paix (1). Unité politique et liberté indi-

(1) Que, si pour défendre ce système, on arguait de la sécurité nationale, nous pourrions répondre que cette centra-

viduelle s'accordent mal entre elles. Si nous devons laisser un lambeau de notre libre arbitre à chacune des étapes de l'unification sociale — groupement local, fédération départementale, fédération nationale, continentale ou autre — que nous en restera-t-il lorsque nous aurons réalisé la fédération universelle.

Le Socialisme a une conception de la vie individuelle, nationale, sociale, différente de celle qui a inspiré les organisateurs des sociétés actuelles. L'organisation de notre parti doit s'inspirer de cette conception nouvelle, et outre les qualités de clarté et de précision, si nécessaires à sa pénétration dans les masses, elle doit porter l'empreinte visible de la pensée socialiste et dénoncer sa préoccupation légitime de la prochaine organisation du Socialisme international. Que les individus et les groupements s'y sentent libres, et que la loi d'affinité seule préside à leur union; que l'autorité, ou pouvoir des divers organismes, soit proportionné à la fonction qu'ils ont à remplir, et non point excessif, c'est-à-dire source de tyrannie, et, par là, rendant ces organismes objets de répulsion et de haine. Le lien politique, ou la volonté asservie par la brutale nécessité, est encore nécessaire aujourd'hui, mais qu'il n'intervienne qu'en dernier ressort, le moins possible, pour diminuer toujours et disparaître même un jour devant le progrès moral.

Quelles sont les bases sur lesquelles les différentes fractions du parti peuvent être organisées?

« La conscience humaine change avec les condi-

tion outrancière, qui annihile la volonté du pays, après Waterloo et Sédan, pourrait bien nous ménager d'autres surprises. L'organisation de la Suisse repose sur un autre système, le système fédéral, cependant toute proportion gardée, la puissance défensive de la petite République, n'est pas moindre de la nôtre.

tions sociales », a dit Karl Marx ; et plus loin, « les intérêts économiques déterminent et commandent les événements ». Ces paroles, qui tendent à placer dans les besoins matériels le mobile premier des actions de l'homme, et mettre sa valeur morale sous la dépendance étroite de sa condition économique, nous indiquent, malgré la pointe d'exagération qu'elles contiennent, la base maîtresse sinon unique de toute organisation sérieuse.

La conscience humaine change avec les conditions sociales, il est vrai ; mais, par la voie économique, l'intelligence de l'homme change les conditions sociales elles-mêmes, et par là prend place parmi les facteurs de l'état de choses existant. En réalité l'esprit et la matière ne sont pas des forces absolues et s'excluant mutuellement ; elles ne se dominent pas, mais se combinent pour constituer l'être, l'espèce humaine différente de toutes les autres espèces des règnes végétal et animal, en ce que, par l'esprit, sortant de la passivité inconsciente, elle rentre dans le nombre des agents actifs de sa propre transformation. Il serait aussi difficile de dire laquelle de ces deux forces est plus nécessaire à la marche progressive de l'Humanité, que de dire laquelle des deux jambes d'un homme lui est plus nécessaire pour sa marche.

Enchaîné à la matière, l'esprit est invinciblement retenu par elle dans ses élans vers la beauté, la bonté, le sublime, l'idéal ; mais à son tour, la société traîne la jambe, c'est-à-dire souffre du déséquilibre de ses facultés, si la conscience humaine n'est pas à la hauteur du progrès matériel accompli. C'est là d'ailleurs toute la question Sociale du jour, la raison même de l'action socialiste : *Mettre la Conscience Sociale et humaine au niveau des progrès accomplis.*

Mais si nous examinons la question au point de

vue purement pratique, au point de vue surtout de l'action immédiate, force nous est de reconnaître combien juste et forte, combien vraie est la pensée de Karl Marx. La grande masse des intéressés est restée simpliste dans ses raisonnements, impulsive dans ses actes, incapable de remonter aux causes déterminantes d'un fait et surtout préparer et atteindre un résultat éloigné. Dépouillée par quelques-uns des bénéfices des progrès économiques réalisés par tous, absorbée par la lutte acharnée et incessante qu'elle doit soutenir pour satisfaire ses besoins matériels les plus impérieux, incertaine du lendemain et du jour même, elle saisit mal les raisonnements complexes, perçoit peu les effets indirects, se prête mal aux efforts persévérants que nécessitent les effets à long terme et la transformation toujours lente d'un monde. Sa conscience est bien en harmonie réelle avec sa condition Sociale, déshéritée, et nous ne pouvons réellement espérer l'intéresser à l'œuvre de profonde rénovation Sociale que nous préconisons que par l'attrait des résultats matériels immédiats.

C'est pourquoi, agissant dans une société constituée, notre organisation doit tenir compte de l'imperfection des éléments de cette société, respecter dans une certaine mesure les habitudes, les faiblesses, les préjugés et, disons le mot, les infirmités de chacun, et même s'en servir, tout en les combattant jusqu'à leur disparition ; en un mot, elle doit être faite pour les hommes tels qu'ils sont, et non tels que nous pouvons désirer qu'ils fussent. Les intérêts particuliers des collectivités existantes, les désirs, les aspirations, les aptitudes et le tempérament des unités qui composent l'armée Socialiste doivent servir de base à leur classement ; plus qu'aucun lien politique ; ils pourront grouper les volontés et donner cohésion au parti.

Ces classements existent déjà. Nés spontanément et par l'effet d'une simple impulsion naturelle, ils n'attendent qu'un signe d'encouragement pour se développer et prendre la place qui leur est dûe dans l'organisation Socialiste. Chacun d'eux a une manière d'opérer et un caractère particulier qui le distingue en le justifiant, chacun d'eux répond à une idée et non à un nom d'homme.

Il est facile en effet de distinguer déjà dans le mouvement Socialiste les diverses tendances caractéristiques suivantes :

1° Tendant à une transformation brusque de l'état Social.

A — Partisans des moyens violents ou révolutionnaires.

B — Partisans de la résistance passive, ou grève générale.

2° Tendant à une transformation Sociale graduelle.

C — Partisans de la transformation graduelle par le facteur économique, ou syndicats et coopératives.

D — Partisans de la transformation graduelle par le facteur politique, ou conquête des pouvoirs publics.

3° Tendant à soutenir la lutte sur le terrain intellectuel et moral.

E — Propagandiste par la parole ou par la plume, soit : conférenciers, journalistes, littérateurs, universitaires, chansonniers, artistes, etc. ; tous coopérant à la révolution mentale et au recrutement de l'armée Socialiste.

Nous n'examinerons pas ici les raisons qui militent

pour ou contre chacune de ces catégories. Aucune d'elles ne peut prétendre résumer l'action ni représenter l'idée. Pas plus l'action brutale ou révolutionnaire qui, sans garantie de pouvoir les maîtriser en temps opportun, escompte le déchaînement des passions et le triomphe de la force brutale et, par là, est en contradiction violente avec l'esprit socialiste qui, Lui, fait capital sur l'apaisement des passions et le triomphe de la raison. Pas plus la conquête des pouvoirs publics qui, éveillant les appétits personnels, peut devenir un agent de divisions et une source de défections. Pas plus les syndicats et coopératives qui tendent à rétablir dans le domaine professionnel et économique les barrières que le Socialisme veut renverser dans le domaine politique. Pas plus la grève générale si critique et si difficile à réaliser, que l'action éducatrice et morale si lente à pénétrer les masses, si indifférente aux ventres affamés. Il nous suffit de les signaler comme faisant déjà sentir chacune leur action, comme ayant chacune leur force propre, comme réclamant leur place dans l'organisation, et surtout comme permettant le classement naturel et facile, par aptitudes et par caractères, de toutes les forces vives du parti, de toutes les unités combattives.

D'autres catégories qu'il est permis d'entrevoir, — telles que le mouvement féministe antireligieux, antimilitariste, d'exploitation agricole ou autre, — répondant à quelque'une des innombrables manifestations de la vie sociale, pourront s'affirmer par la suite et réclamer leur place dans cette nomenclature. Le Socialisme n'y verra que la preuve de son activité croissante et de sa puissance vitale ; il pourra les enregistrer avec orgueil et joie. L'unité du parti, dans la liberté, par l'autonomie des différentes branches de son activité et

de son action, n'en sera pas moins triomphante et notre plus précieux agent de victoire.

C'est en nous inspirant de ces considérations générales que nous avons élaboré le projet suivant d'unification et d'organisation, différent des projets déjà présentés, s'écartant peut-être le plus des idées déjà acquises ou plutôt simplement acceptées par un grand nombre de socialistes français, sur le sujet ; mais qui nous paraît répondre le mieux au sentiment socialiste pur, et s'approcher le plus de la solution cherchée : « Réaliser une Unité supérieure du parti, au-dessus et à l'abri de toutes les compétitions d'école ; proportionner l'autorité et l'influence des divers organismes à la fonction qu'ils ont à remplir ; sauvegarder l'initiative privée des groupes et surtout la liberté individuelle des membres du parti, car une société sans liberté est un jour sans soleil, c'est-à-dire, sans chaleur, sans vie, sans joie, sans espoir.

PROJET

D'UNIFICATION ET D'ORGANISATION

du Parti Socialiste Français

Unification du Parti

ARTICLE PREMIER.— Le Parti Socialiste Français est constitué uniquement en vue d'assurer : *Le bien-être et la perfection, indéfinis, de tous les êtres humains, indistinctivement, par le travail et la solidarité.*

ART. 2. — Son action est basée sur les principes suivants :

1° Socialisation des moyens de production et d'échange, ou, communauté de la propriété impersonnelle ;

2° Substitution du principe de solidarité, ou entente pour l'existence, au principe de concurrence, ou lutte dans l'existence ; en d'autres termes, solidarité et paix, au lieu de égoïsme et guerre ;

3° Abolition des classes ou égalité complète de tous les membres de l'association dans la société ; abolition des frontières nationales avec organisation fédérale et administration républicaine ;

ART. 3. — Nul ne peut être considéré comme membre du parti socialiste, s'il n'accepte ces principes intégralement, s'il n'accepte de les défendre, de les propager, de se consacrer à leur triomphe.

ART. 4. — La plus entière liberté est réservée à chacun des membres du parti, dans le choix de ses moyens d'action ; et pour l'action, dans les limites d'exercice arrêtées par le Congrès général.

Organisation du Parti

CONSTITUTION

L'organisation du parti socialiste a pour but de réunir tous les prolétaires exploités, dépossédés, révoltés de la raison ou du ventre, qu'ils soient, en un parti unique poursuivant, par la **lutte de Classe**, la conquête du pouvoir économique et du pouvoir politique, et ce, pour assurer le triomphe et l'application intégrale de l'idée socialiste.

Elle repose sur le principe des affinités naturelles ; c'est-à-dire, pour chacun de ses membres la plus entière liberté dans le choix de ses moyens d'action.

Tout **citoyen**, adhérant aux principes d'unité du parti et acceptant de se soumettre aux conditions d'ordre fixées par le Congrès général, peut être admis comme membre ou unité constitutive du parti, par le Comité général, directement ou par l'intermédiaire d'une organisation.

Les membres du parti peuvent se réunir en **groupes** pour une action commune, et, sous les conditions prévues par les règlements du parti, demander au Comité général l'autonomie de leur groupe ou bien adhérer à une organisation ou à une fédération.

Les **Fédérations**, unités dirigeantes ou fractions du parti, sont formées par la réunion des groupes d'une localité se réclamant d'un même moyen d'action. Elles peuvent demander au Comité général leur inscription pure et simple dans les cadres du

parti ou adhérer à une organisation. Leur fonctionnement est réglé d'après les données générales arrêtées par le Congrès général et approuvé conforme à celles-ci par l'organisme supérieur dont elles se réclament.

Les **Organisations** réunissent les fédérations d'une même région, se réclamant d'un même moyen d'action. Leur fonctionnement est réglé par décisions du Congrès général.

Le **Congrès général**, constitué par la réunion de toutes les fractions du parti, est la plus haute expression de son unité. C'est à lui, c'est-à-dire au parti tout entier ainsi réuni, qu'appartient la direction générale du parti.

Un organisme central, dit **Comité général**, est institué pour servir de trait d'union entre les différentes fractions du parti et assurer l'exécution des décisions du Congrès général.

FONCTIONNEMENT

Congrès général. — Le Congrès général est formé par la réunion des délégués de toutes les fractions du parti.

Il décide sur toutes les questions de théorie et de pratique socialistes, et approuve, comme conformes aux données générales arrêtées, les statuts organiques des différentes fractions.

Il décide sur les mesures à prendre et la tactique à suivre suivant les circonstances et la situation du parti.

Il arbitre souverainement dans toutes les questions soulevées entre les différentes fractions du parti.

Il règle la gestion administrative et financière du

Comité général et fixe les quotités annuelles des différentes fractions.

Il nomme les délégués au secrétariat international et les délégués au Comité général.

Les réunions ordinaires ont lieu une fois par an, dans la localité désignée par le précédent Congrès. Les réunions extraordinaires auraient lieu — en cas de besoin — dans la localité siège du Congrès précédent.

Les votes ont lieu par assis et levés ; toutefois, lorsque le vote par appel nominal, demandé par un membre du Congrès est accordé par le Congrès, la valeur de chaque voix est proportionnelle au nombre de mandats que cette voix représente.

Comité Général. — Le Comité général, expression permanente de l'unité du parti, est l'organisme central servant de trait d'union entre ses différentes fractions.

Il a pour mission de veiller à l'intérêt général du parti, assurer l'exécution des décisions du Congrès, concentrer les opinions et les renseignements, préparer l'étude des questions à soumettre aux délibérations du Congrès général.

Il contrôle et facilite l'action des diverses unités et différentes fractions du parti, soumettant ses appréciations au Congrès général.

Il peut décider, en cas d'urgence, la convocation extraordinaire du Congrès.

Le Comité général est formé :

1° De six délégués — dont 3 secrétaires généraux, 2 trésoriers, 1 archiviste — nommés par le Congrès général.

2° Des délégués des organisations (soit aujourd'hui 60 délégués) formant le Conseil du Comité, et

divisés en Commissions spéciales correspondant aux organisations qui les ont nommés.

Le Comité siège en permanence, avec réunion plénière tous les deux mois. Les votes ont lieu dans les mêmes conditions que ceux du Congrès général.

Les délégués au Comité général peuvent avoir une indemnité fixée par le Congrès ou l'Organisation qui les a nommés.

Organisations régionales. — Les Organisations régionales sont constituées par l'initiative des Membres du parti, et classées comme grandes fractions du parti lorsqu'elles ont atteint un développement reconnu suffisant par le Congrès.

Chacune d'elles, expression d'une idée particulière, correspond à une tactique ou un moyen spécial de la lutte de classe. Elle est formée par la réunion des Fédérations et des groupes d'une même région, partisans d'un même moyen d'action.

Le Congrès général reconnaît aujourd'hui (1901), comme pouvant servir de base à une organisation spéciale, les cinq grandes idées ou tactiques suivantes : révolution, grève, évolution politique, évolution économique, propagande.

Chacune des cinq grandes régions, dénommées bassins du territoire français, peut avoir ses grandes organisations répondant à la classification ci-dessus acceptée par le Congrès, et aussi d'autres organisations nouvelles en formation.

Le département de la Seine sera provisoirement considéré comme formant, à lui seul, une région.

Les grandes Organisations des diverses régions peuvent se concerter entre elles. Elles jouissent de la plus entière liberté dans leur périmètre et dans le

rayon d'action qu'elles ont choisi pour mener la lutte ; mais, elles ne peuvent pas sortir de leur rayon d'action et engager l'action générale, sans un accord préalable avec le Comité général.

Chacune d'elles organise son bureau administratif et représentatif, et rédige ses propres statuts organiques, lesquels sont soumis à l'approbation du Congrès par l'intermédiaire du Comité général.

Tous les ans et trois mois avant le Congrès général, chacune d'elles est tenue de fournir un état des groupes et fédérations qui la composent, ainsi que de leur importance numérique.

Elles ont droit, chacune, à deux délégués officiels au Congrès général, et deux délégués au Comité général.

Fédérations locales. — Les Fédérations sont formées par la réunion des groupes d'une même localité et se réclamant d'un même moyen d'action.

Leur but est de donner dans leur localité, un caractère d'ensemble à l'action de leurs groupes. Dans les circonstances difficiles elles demandent appuis et conseils à leur Organisation régionale, et au besoin par son intermédiaire au Comité général.

Dans tous les cas, cette fusion plus intime (qu'est la Fédération) des éléments homogènes d'une même localité, ne comporte pas l'abandon du principe d'union et d'entente entre les fractions du parti, et il reste toujours un devoir pour les Fédérations voisines de s'unir et s'entre-aider pour une action déterminée.

Les statuts et règlements de la Fédération sont rédigés par la Fédération elle-même, et soumis à l'approbation de l'Organisation dont elle fait partie ou, à défaut, à l'approbation du Comité général.

Chaque Fédération fournit toutes les années, au

Comité général ou à l'Organisation dont elle fait partie, un état des groupes qui la composent, et de leur valeur numérique.

Chaque Fédération comptant au moins 500 membre du parti, régulièrement inscrits, a droit à un délégué au Congrès général, plus un délégué par 500 ou fraction de 500 membres, au-dessus de ce chiffre.

Deux Fédérations mineures, c'est à-dire comptant moins de 500 membres (ou plusieurs groupes) quoique se réclamant de principes d'action différents, peuvent se réunir pour atteindre ce nombre et avoir un délégué au Congrès. Ils doivent en prévenir le Comité général trois mois au moins avant le Congrès.

Deux Fédérations se réclamant des mêmes principes d'action ne peuvent coexister dans une même circonscription électorale, et le Comité général a le devoir d'intervenir en faveur de celle qui compte le plus grand nombre d'adhérents habitant dans la circonscription.

A l'occasion d'une élection législative, communale, départementale ou d'arrondissement, la direction du mouvement appartient à la Fédération se réclamant du principe de l'évolution politique, ou conquête des pouvoirs publics. Les Fédérations voisines (de la localité intéressée) sont admises sur leur demande à participer au mouvement.

Groupes et membres du parti. — Les groupes ont pour but de réunir plusieurs membres du parti, en vue d'échanger leurs idées et se concerter entre eux pour une action commune.

Tout groupe est libre de son action, libre d'adhérer à une Fédération, à une organisation, ou de demander au Comité général son inscription pure et simple dans les cadres du parti.

Chaque groupe doit fournir un état annuel des membres qui le composent, à la Fédération ou à l'organisation dont il fait partie, à défaut, au Comité général. Ces états servent à établir le bilan des recettes du parti et la situation de ses forces, ainsi qu'à déterminer la valeur réelle des voix des divers délégués.

Tout citoyen peut demander au Comité général son inscription dans les cadres du parti. En cas d'admission, sa cotisation personnelle est de un franc par an, tant qu'il reste membre isolé.

Une carte, d'un type uniforme, attestant la qualité de membre du parti, sera remise à tout citoyen admis, soit par le Comité général, soit par l'organisme dont il fait partie.

Dispositions provisoires

Tout groupement doit, pour participer au prochain Congrès, prendre l'engagement d'en respecter les décisions, quelles qu'elles soient. Les autres conditions seront fixées par le Comité général organisateur du Congrès.

Une commission de 33 membres sera nommée par le prochain Congrès pour activer l'organisation du parti sur ces nouvelles bases. Elle fonctionnera comme Comité général provisoire.

Des règlements d'ordre intérieur, ou détails du fonctionnement, seront préparés par le Comité Général et les Organisations, et présentés à l'approbation du plus prochain Congrès.

Au fur et à mesure de leur constitution, les Organisations régionales nommeront leurs délégués au Comité général ; ces délégués entreront immédiatement en fonction. Le cas échéant, les 33 délégués

nommés par le prochain congrès, ayant cédé leur place aux délégués des Organisations, se retireraient élisant entre eux les six délégués dont la nomination appartient au Congrès général.

Une consultation spéciale du parti aura lieu sur la participation des diverses unités, et le moyen pratique de recouvrement des frais généraux de direction, propagande ou autres.

Il sera perçu en attendant, une cotisation de 0.20 par membre pour l'année 1901. Cette cotisation ne pourra, en aucun cas, être inférieure à 5 francs par groupe.



1875
The first of the year
was a very successful one
and the business was
very good. The
profits were very
large and the
expenses were very
small. The
year was a very
good one and the
business was very
successful.

The second of the year
was also a very successful one
and the business was
very good. The
profits were very
large and the
expenses were very
small. The
year was a very
good one and the
business was very
successful.





